

Les crédits

commandations. Nous avons surmonté cette difficulté, parce que nous avons réussi à réconcilier les scientifiques. L'OPANO et les scientifiques de la CEE ne sont pas en désaccord avec nos chercheurs. Ils ont d'autres objections. Les Portugais disent: «Nous pêchons dans ces eaux depuis des centaines d'années, et vous voulez maintenant nous les interdire.» L'industrie semble adopter le point de vue suivant: «Écoutez, le Canada a accès à une immense zone de pêche là-bas. Vous êtes égoïstes, les Canadiens. Vous disposez d'une immense zone de milliers de milles ou de kilomètres carrés, selon vos préférences, mais ça ne vous suffit pas. Vous voulez maintenant avoir la mainmise sur tout l'Atlantique nord-ouest et nous en chasser. Nous avons été chassés d'autres régions du globe. Dorénavant, nous ne pourrons plus pêcher comme nous le voulons. Vous essayez d'accaparer tout le poisson.»

• (1130)

Ils se méfient donc de nous. Il en va de même pour les Espagnols. Ils ont été chassés de la Namibie. Cette dernière s'est dotée d'une zone de pêche de 200 milles et en a chassé les Espagnols. La première chose qu'on a sue, c'est que six ou sept bateaux pêchant ordinairement en Namibie sont venus mouiller leurs filets dans l'Atlantique nord-ouest; l'an dernier, ils étaient 147.

Notre problème, soit dit en passant, et je voudrais que le député de Gander—Grand Falls mette de l'ordre dans ses idées à ce sujet, ce n'est pas la pêche étrangère qui se pratique dans notre zone de 200 milles, car nous maîtrisons parfaitement la situation dans ce cas. Nous savons exactement ce qui s'y passe. Nous leur imposons des droits de sorte que nous savons exactement ce qu'ils prennent. Le problème, c'est la pêche qui se pratique à l'extérieur de la zone.

Ce sont là le genre de réponses qu'ils nous donnent. La dernière rumeur que j'ai entendue et qui a circulé aux Nations Unies, c'est que la CEE aurait dit que nous ne tenons pas compte de ce que disent nos propres experts. Ils ont fait leur la théorie Cabot Martin ou Dieu sait quoi.

Autrement dit, c'est ma faute, j'aurais dû éliminer le total des prises admissibles de morue du Nord, j'aurais dû faire ce que les scientifiques m'ont dit de faire il y a deux ou trois ans. Les responsables de toute cette crise, ce serait donc nous et non ceux qui pêchent sans avoir de

quota. Ce serait notre faute parce nous n'écoutons pas les scientifiques. Ils donnent toutes sortes d'excuses.

Nous avons besoin de quelqu'un qui possède le flair du député. En fait, nous devons faire participer davantage l'opposition en faisant appel à quelqu'un qui a autant de flair que le député pour prendre charge de cette question et la propager en dehors du gouvernement.

M. David Kilgour (Edmonton—Sud—Est): Monsieur le Président, j'ai trouvé amusante la comparaison du ministre avec Sylvester Stallone. Les deux ont un point en commun: Ils ne seront jamais accusés de surestimer l'intelligence de leurs interlocuteurs.

Le ministre peut-il nous dire pourquoi le gouvernement n'a pas ratifié la Convention sur le droit de la mer? Celui-ci parlait de situations tout à fait inhabituelles il y a quelques instants, ne croit-il pas que la situation est effectivement tout à fait inhabituelle? Ne croit-il pas que cette situation justifie la prise de mesures spéciales et plus énergiques de la part du gouvernement? Ne croit-il pas qu'il y a lieu que le ministère des Pêches fasse preuve d'un peu de fermeté?

M. Crosbie: Monsieur le Président, il m'est arrivé de surestimer l'intelligence d'un député: celui qui vient de prendre la parole. Qu'ajoutent toutes ces questions au débat? Le député parle d'un manque de fermeté de la part du gouvernement. Qu'est-ce qu'il veut dire par là?

Le gouvernement a pris toutes sortes de mesures. Le député prône-t-il une offensive militaire ou des opérations belliqueuses du genre?

Est-ce faire preuve d'un manque de fermeté que de recourir à toutes les possibilités qu'offre la diplomatie, de participer aux conférences de l'ONU, ou encore de présenter des organismes non gouvernementaux afin d'essayer d'atteindre nos objectifs? Quelle déclaration bête et stupide que celle du député d'en face! Je suis convaincu que celui-ci changerait encore une fois de côté à la Chambre s'il en avait la chance.

M. George S. Baker (Gander—Grand Falls): Monsieur le Président, il y a quelques instants, le ministre a fait une remarque à mon égard lorsqu'il a dit que je devais mettre de l'ordre dans mes idées. J'ai entendu le ministre au moment où je m'amenais ici. Le système de haut-parleurs augmente certainement le volume de la voix du ministre, mais il n'améliore certainement pas les idées que celui-ci formule.